



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Place Bonaventure, South-East
Portal, 7th Floor
800 de la Gauchetière Street West
Montréal
Québec
H5A 1L6

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Space Program Directorate/Direction des programmes spatiaux
John H. chapman Space Centre
Centre spatial John H. Chapman
6767 Route de l'Aéroport
6767, route de l'Aéroport
Saint-Hubert
Quebec
J3Y 8Y9

Title - Sujet Étude de concept pour NeMO	
Solicitation No. - N° de l'invitation 9F045-160638/A	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client 9F045-16-0638	Date 2016-12-29
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$MTD-100-14143	
File No. - N° de dossier MTD-6-39310 (100)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-01-30	Time Zone Fuseau horaire Heure Normale du l'Est HNE
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bergeron, Bruno	Buyer Id - Id de l'acheteur mtd100
Telephone No. - N° de téléphone (450) 926-4562 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

AMENDEMENT #2

Cet amendement est mis en place pour émettre une deuxième série question et réponse.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question 2: Le Canada modifiera-t-il la demande de proposition pour garantir que le processus d'approvisionnement ainsi que les termes et conditions de l'appel d'offres pour l'étude de concept NeMo soient compatibles avec les obligations du Canada envers l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Europe en ce qui concerne l'approvisionnement relié à l'observation de la terre?

Réponse 2: Nous ne sommes pas autorisés à modifier l'appel d'offres tel que demandé. D'ici à ce que l'AECG ne soit ratifié et ne prenne plein effet, le Canada ou les pays européens n'ont aucune obligation légale envers celui-ci. Nos politiques d'approvisionnements actuelles demeurent donc entièrement applicables. En ce qui concerne ce cas précis, l'ASC étant actuellement exclue de l'ensemble des accords commerciaux, SPAC doit appliquer la Politique du Cabinet portant sur le contenu canadien à l'égard de cet approvisionnement tel que le prévoit le Guide des approvisionnements.

Question 3: Le Canada accordera-t-il une exemption à l'égard des soumissionnaires européens quant au requis de l'appel d'offre en vertu duquel l'approvisionnement de NeMo est conditionnellement limité à des services canadiens? En d'autres mots, le Canada protégera-t-il les soumissionnaires européens du risque qu'ils soient éliminés du processus d'évaluation dans l'éventualité où plus de deux soumissions ayant une certification de contenu canadien soient soumises?

Réponse 3: D'ici à ce que l'AECG ne soit ratifié, SPAC doit appliquer la Politique sur le contenu canadien en conformité avec les exigences du Gouvernement du Canada.

Question 4: Le Canada éliminera-t-il la référence à la clause A3050T (2014-11-27) du CCUA – Définition du contenu canadien dans l'appel d'offres NeMo afin d'assurer une cohérence envers les politiques et processus d'approvisionnement ainsi que dans les critères de sélection utilisés dans l'appel d'offre pour l'étude de concept de l'ASC ?

Réponse 4: En fonction de ce qui précède, puisque SPAC n'a pas l'autorité de modifier la Politique sur le contenu canadien, nous ne pouvons pas retirer la référence à la clause A3050T (2014-11-27) – Définition du contenu canadien du Guide des CCUA à l'égard du présent appel d'offres portant sur le NeMO.

Solicitation No. - N° de l'invitation
9F045-160638/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
9F045-16-0638

Amd. No. - N° de la modif.
002
File No. - N° du dossier
MTD-6-39310

Buyer ID - Id de l'acheteur
MTD100
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Question 5: Advenant que le Canada ne puisse éliminer le recours à la clause A3050T (2014-11-27) du CCUA – Définition du contenu canadien, sera-t-il disposé à réduire l'exigence en contenu canadien de 80% à au plus 50% de manière à assurer une certaine constance à l'égard de récent d'appels d'offres portant sur des opportunités gouvernementales en RetD et ainsi créer des opportunités pour l'industrie canadienne?

Réponse 5: Tel que mentionné précédemment, SPAC n'a pas l'autorité de modifier la Politique sur le contenu canadien, incluant l'exigence de 80% en contenu canadien.

*******FIN DE L'AMENDEMENT*******